

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 16 juni 2022.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.  
Stukken van het Waals Parlement, 924 (2021-2022) Nrs. 1 tot 3.  
Volledig verslag, plenaire zitting van 15 juni 2022.  
Bespreeking.  
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/204095]

**24 MAI 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'annexe de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 portant fixation du règlement général de police pour la navigation sur les eaux intérieures du Royaume**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, l'article 2, alinéa 2, 5°, modifié par le décret du 24 novembre 2016;

Vu le rapport du 13 mai 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 66.301/4 du Conseil d'Etat, donné le 1<sup>er</sup> juillet 2019, conformément à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu la concertation avec l'Autorité fédérale en application de l'article 6, § 3bis, 6°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, qui a eu lieu le 23 mars 2022;

Vu la notification du présent arrêté à la Commission européenne le 21 février 2022, conformément à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information et la confirmation de la Commission européenne du 24 mai 2022 que le présent arrêté peut être approuvé et publié;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité et des Infrastructures;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'annexe de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 portant fixation du règlement général de police pour la navigation sur les eaux intérieures du Royaume, remplacée par l'arrêté royal du 4 avril 2014, il est inséré un article 4.07 rédigé comme suit :

« Article 4.07. AIS Intérieur et ECDIS Intérieur :

1° les bâtiments sont équipés d'un appareil AIS Intérieur conforme à l'article 7.06, 3., de l'ES-TRIN. L'appareil AIS Intérieur est en bon état de fonctionnement.

Le 1° ne s'applique pas aux bâtiments suivants :

a) les bâtiments de convois poussés et de formations à couple, à l'exception du bâtiment qui assure la propulsion principale;

b) les menues embarcations, à l'exception :

- des bâtiments de police équipés d'un appareil radar;

- des bâtiments possédant un certificat de visite conformément au Règlement de visite des bateaux du Rhin ou un certificat réputé équivalent conformément à ce règlement;

c) barges de poussage sans système de propulsion propre;

d) engins flottants sans système de propulsion propre;

2° l'appareil AIS Intérieur satisfait aux conditions suivantes :

- a) l'appareil AIS Intérieur fonctionne en permanence;
- b) l'appareil AIS Intérieur émet à sa puissance maximale; cela ne s'applique pas aux bateaux-citernes dont le statut navigationnel est réglé sur « amarré »;
- c) à tout instant, pour un bâtiment ou un convoi, un seul appareil AIS intérieur émet des données;
- d) les données saisies dans l'appareil AIS Intérieur qui émet correspondent à tout moment aux données effectives du bâtiment ou du convoi.

Le 2°, a), ne s'applique pas :

- a) si les bâtiments se trouvent dans un port de stationnement nocturne visé à l'article 14.11, 1., du Règlement de police pour la navigation du Rhin;
- b) si l'autorité compétente a accordé une dérogation pour les plans d'eau séparés du chenal navigable par une infrastructure;
- c) aux bâtiments de police, si la transmission de données AIS est susceptible de compromettre la réalisation de tâches de police;

3° les bâtiments qui doivent être équipés d'un appareil AIS Intérieur, à l'exception des bacs, sont en outre équipés d'un appareil ECDIS Intérieur en mode information ou d'un appareil comparable pour la visualisation de cartes, qui doit être relié à l'appareil AIS Intérieur, et ils l'utilisent conjointement avec une carte électronique de navigation intérieure à jour. L'appareil ECDIS en mode information, l'appareil comparable pour la visualisation de cartes et la carte électronique de navigation intérieure sont conformes aux exigences minimales pour les appareils ECDIS en mode information et les appareils comparables pour la visualisation de cartes pour l'utilisation de données AIS Intérieur à bord des bâtiments (Résolution 2014-I-12 de la Commission centrale pour la navigation du Rhin);

4° au moins les données suivantes sont transmises conformément au chapitre 2 suivi et repérage des bateaux en navigation intérieure :

- a) l'identifiant utilisateur (Maritime Mobile Service Identity, MMSI);
- b) le nom du bateau;
- c) le type de bâtiment ou de convoi conformément au Standard pour le suivi et le repérage des bateaux en navigation intérieure;
- d) le numéro européen unique d'identification des bateaux (ENI) ou, pour les navires de mer auxquels n'a pas été attribué d'ENI, le numéro OMI;
- e) la longueur hors tout du bâtiment ou du convoi avec une précision de 0,1 m;
- f) la largeur hors tout du bâtiment ou du convoi avec une précision de 0,1 m;
- g) la position (WGS 84);
- h) la vitesse sur route;
- i) la route;
- j) l'heure de l'appareil électronique de localisation;
- k) le statut navigationnel conformément à l'annexe 11 du Règlement de police pour la navigation du Rhin;
- l) le point d'acquisition de l'information relative à la position à bord du bâtiment avec une précision de 1 m, conformément à l'annexe 11 du Règlement de police pour la navigation du Rhin;
- n) l'indicatif d'appel;

5° le conducteur actualise immédiatement les données suivantes après tout changement :

- a) la longueur hors tout avec une précision de 0,1 m, conformément à l'annexe 11 du Règlement de police pour la navigation du Rhin;
- b) la largeur hors tout avec une précision de 0,1 m, conformément à l'annexe 11 du Règlement de police pour la navigation du Rhin;
- c) le type de bâtiment ou de convoi conformément au Standard pour le suivi et le repérage des bateaux en navigation intérieure;
- d) le statut navigationnel, conformément à l'annexe 11 du Règlement de police pour la navigation du Rhin;
- e) le point d'acquisition de l'information relative à la position à bord du bâtiment avec une précision de 1 m, conformément à l'annexe 11 du Règlement de police pour la navigation du Rhin;

6° les menus embarcations qui utilisent l'AIS ne peuvent utiliser qu'un appareil AIS Intérieur conforme à l'article 7.06, 3., de l'ES-TRIN, un appareil AIS de classe A possédant une réception par type conformément aux prescriptions de l'OMI, ou un appareil AIS de classe B. Les appareils AIS de classe B sont conformes aux exigences correspondantes de la Recommandation UIT-R.M 1371, de la Directive 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques et abrogeant la Directive 1999/5/CE, et de la Norme internationale CEI 62287-1 ou 2 (y compris la gestion des canaux DSC). L'appareil AIS est en bon état de fonctionnement et les données saisies dans l'appareil AIS correspondent en permanence aux données effectives du bateau ou du convoi.

7° les menus embarcations auxquelles n'a pas été attribué un numéro européen unique d'identification des bateaux (ENI) ne sont pas tenues de transmettre les données visées au 4°, d).

8° les menus embarcations qui utilisent l'AIS possèdent en outre une installation de radiotéléphonie en bon état de fonctionnement et commutée sur écoute pour le réseau bateau-bateau. ».

**Art. 2.** Le Ministre de la Mobilité et des Infrastructures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mai 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/204095]

**24. MAI 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Anhangs des Königlichen Erlasses vom 24. September 2006 zur Festlegung der allgemeinen Polizeiverordnung für die Schifffahrt auf den Binnengewässern des Königreichs**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2019 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, Artikel 2 Absatz 2 Ziffer 5, abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2016;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 13. Mai 2019;

Aufgrund des am 1. Juli 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.301/4 des Staatsrates;

Aufgrund der Konzertierung mit der Föderalbehörde in Anwendung von Artikel 6 § 3bis Ziffer 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, die am 23. März 2022 stattgefunden hat;

Aufgrund der am 21. Februar 2022 erfolgten Mitteilung des vorliegenden Erlasses an die Europäische Kommission gemäß Artikel 5 § 1 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft und der Bestätigung der Europäischen Kommission vom 24. Mai 2022, dass der vorliegende Erlass verabschiedet und veröffentlicht werden kann;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität und Infrastrukturen;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In dem Anhang des Königlichen Erlasses vom 24. September 2006 zur Festlegung der allgemeinen Polizeiverordnung für die Schifffahrt auf den Binnengewässern des Königreichs, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 4. April 2014 wird ein Artikel 4.07 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Artikel 4.07. Inland AIS und Inland ECDIS:

1° Fahrzeuge müssen mit einem Inland AIS Gerät nach Artikel 7.06 Nummer 3 ES-TRIN ausgerüstet sein. Das Inland AIS Gerät muss in einem guten Betriebszustand sein.

Satz 1 gilt nicht für folgende Fahrzeuge:

a) Fahrzeuge von Schubverbänden und gekuppelten Fahrzeugen, ausgenommen das Fahrzeug, das die Hauptantriebskraft stellt;

b) Kleinfahrzeuge, ausgenommen:

- Polizeifahrzeuge, die mit einem Radargerät ausgerüstet sind, und

- Fahrzeuge, die ein Schiffsattest nach der Rheinschiffsuntersuchungsordnung oder ein nach dieser Verordnung als gleichwertig anerkanntes Zeugnis besitzen,

c) Schubleichter ohne eigenen Antrieb,

d) schwimmende Geräte ohne eigenen Antrieb.

2° Das Inland AIS Gerät muss folgende Anforderungen erfüllen:

a) das Inland AIS Gerät muss ständig eingeschaltet sein;

b) das Inland AIS Gerät muss mit maximaler Leistung senden; dies gilt nicht für Tankschiffe mit dem Navigationsstatus „festgemacht“;

c) es darf immer nur ein Inland AIS Gerät an Bord eines Fahrzeugs oder Verbands im Sendebetrieb sein;

d) die eingegebenen Daten des im Sendebetrieb befindlichen Inland AIS Geräts müssen zu jedem Zeitpunkt den tatsächlichen Daten des Fahrzeugs oder Verbands entsprechen;

Nummer 2 Buchstabe a gilt nicht

a) wenn sich die Fahrzeuge in einem Übernachtungshafen nach § 14.11 Nummer 1 befinden,

b) wenn die zuständige Behörde eine Ausnahme für Wasserflächen, die von der Fahrinne baulich getrennt sind, gewährt hat;

c) für Fahrzeuge der Polizei, wenn die Übermittlung von AIS Daten die Erfüllung polizeilicher Aufgaben gefährden würde.

3° Fahrzeuge, die mit einem Inland AIS Gerät ausgerüstet sein müssen, ausgenommen Fähren, müssen zusätzlich mit einem Inland ECDIS Gerät im Informationsmodus oder einem vergleichbaren Kartenanzeigergerät, das mit dem Inland AIS Gerät verbunden sein muss, ausgestattet sein und dieses zusammen mit einer aktuellen elektronischen Binnenschiffahrtskarte nutzen. Das Inland ECDIS Gerät im Informationsmodus, das vergleichbare Kartenanzeigergerät und die elektronische Binnenschiffahrtskarte müssen den Mindestanforderungen an Inland ECDIS Geräte im Informationsmodus und vergleichbare Kartenanzeigergeräte zur Nutzung von Inland AIS Daten an Bord von Fahrzeugen (Beschluss 2014-I-12 der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt) entsprechen.

4° Es müssen folgende Daten gemäß Kapitel 2 des Standards Schiffsverfolgung und -aufspürung in der Binnenschifffahrt übermittelt werden:

- a) User Identifier (Maritime Mobile Service Identity, MMSI);
- b) Schiffsname;
- c) Fahrzeug- oder Verbandstyp gemäß dem Standard Schiffsverfolgung und Aufspürung in der Binnenschifffahrt;
- d) einheitliche europäische Schiffsnummer (ENI), oder, für die Seeschiffe sofern keine ENI erteilt wurde, die IMO Nummer;
- e) Länge über alles des Fahrzeugs bzw. Verbandes mit einer Genauigkeit von 0,1 m;
- f) Breite über alles des Fahrzeugs bzw. Verbandes mit einer Genauigkeit von 0,1 m;
- g) Position (WGS 84);
- h) Geschwindigkeit über Grund;
- i) Kurs über Grund;
- j) Zeitangabe der elektronischen Positionsermittlung;
- k) Navigationsstatus gemäß Anlage 11 der Rheinschiffahrtspolizeiverordnung;
- l) Bezugspunkt der Positionsinformation auf dem Fahrzeug mit einer Genauigkeit von 1 m gemäß Anlage 11 der Rheinschiffahrtspolizeiverordnung;
- n) Rufzeichen;

5° Der Schiffsführer muss folgende Daten bei Änderungen umgehend aktualisieren:

- a) Länge über alles mit einer Genauigkeit von 0,1 m gemäß Anlage 11 der Rheinschiffahrtspolizeiverordnung;
- b) Breite über alles mit einer Genauigkeit von 0,1 m gemäß Anlage 11 der Rheinschiffahrtspolizeiverordnung;
- c) Fahrzeug- oder Verbandstyp gemäß dem Standard Schiffsverfolgung und Aufspürung in der Binnenschifffahrt;
- d) Navigationsstatus gemäß Anlage 11 der Rheinschiffahrtspolizeiverordnung;
- e) Bezugspunkt der Positionsinformation auf dem Fahrzeug mit einer Genauigkeit von 1 m gemäß Anlage 11 der Rheinschiffahrtspolizeiverordnung;

6° Kleinfahrzeuge, die AIS nutzen, dürfen nur ein Inland AIS Gerät nach § 7.06 Nummer 3 der Rheinschiffsuntersuchungsordnung, ein nach den Vorschriften der IMO typtugelassenes AIS Gerät der Klasse A oder ein AIS Gerät der Klasse B verwenden. AIS Geräte der Klasse B müssen den einschlägigen Anforderungen der Empfehlung ITU-R M.1371, der Richtlinie 2014/53/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über die Harmonisierung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über die Bereitstellung von Funkanlagen auf dem Markt und zur Aufhebung der Richtlinie 1999/5/EG und der internationalen Norm IEC 62287-1 oder 2 (einschließlich DSC Kanalmanagement) entsprechen. Das AIS Gerät muss in einem guten Betriebszustand sein und die in das AIS Gerät eingegebenen Daten müssen zu jedem Zeitpunkt den tatsächlichen Daten des Fahrzeugs oder Verbandes entsprechen.

7° Kleinfahrzeuge, denen keine einheitliche europäische Schiffsnummer (ENI) erteilt wurde, brauchen die Daten nach Nummer 4 Buchstabe d nicht zu übermitteln.

8° Kleinfahrzeuge, die AIS nutzen, müssen zusätzlich mit einer in einem guten Betriebszustand befindlichen und auf Empfang geschalteten Sprechfunkanlage für den Verkehrskreis Schiff-Schiff ausgerüstet sein.

**Art. 2** - Der Minister für Mobilität und Infrastrukturen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Mai 2022.

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident,  
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen,  
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/204095]

**24 MEI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de bijlage van het koninklijk besluit van 24 september 2006 houdende vaststelling van het algemeen politiereglement voor de scheepvaart op de binnenwateren van het Koninkrijk.**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, artikel 2, lid 2, 5°, gewijzigd bij het decreet van 24 november 2016;

Gelet op het verslag van 13 mei 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 66.301/4 van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het overleg met de federale overheid in toepassing van artikel 6, § 3bis, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat op 23 maart 2022 plaatsgevonden heeft;

Gelet op de mededeling omtrent dit besluit aan de Europese Commissie op 21 februari 2022, overeenkomstig artikel 5, § 1, van Richtlijn 2015/1535/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij en de bevestiging van de Europese Commissie van 24 mei 2022 dat dit besluit goedgekeurd en bekendgemaakt kan worden;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit en Infrastructuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In de bijlage van het koninklijk besluit van 24 september 2006 houdende vaststelling van het algemeen politiereglement voor de scheepvaart op de binnenwateren van het Koninkrijk, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 april 2014, wordt een artikel 4.07 ingevoegd dat luidt als volgt :

” Artikel 4.07. Inland-AIS en Inland-ECDIS :

1° de vaartuigen zijn uitgerust met een Inland-AIS-apparaat in overeenstemming met artikel 7.06, 3., van ES-TRIN. De Inland-AIS-apparatuur is in goede staat.

1° is niet van toepassing op de volgende vaartuigen :

a) de vaartuigen van geduwde vaartuigen en van gekoppelde samenstellen, met uitzondering van het vaartuig dat de hoofdaandrijving levert;

b) kleine vaartuigen, met uitzondering van :

- politievaartuigen uitgerust met een radarinstallatie;

- vaartuigen met een certificaat van onderzoek overeenkomstig het Reglement betreffende het onderzoek van Rijnschepen of een certificaat dat gelijkwaardig wordt geacht overeenkomstig deze verordening;

c) duwbakken zonder eigen aandrijfsysteem;

d) Drijvende werktuigen zonder eigen aandrijfsysteem;

2° de Inland-AIS-apparatuur voldoet aan de volgende voorwaarden :

a) de Inland-AIS-apparatuur werkt constant;

b) de Inland-AIS-apparatuur zendt op maximaal vermogen uit; dit geldt niet voor tankschepen waarvan de navigatiestatus op ”gemeerd” ingesteld is;

c) voor een vaartuig of een konvooi, enkel één Inland-AIS-apparaat zendt op elk moment gegevens uit;

d) de in het uitzendende Inland-AIS-apparaat ingevoerde gegevens stemmen voortdurend overeen met de werkelijke gegevens van het vaartuig of konvooi.

2°, a), is niet van toepassing :

(a) indien de vaartuigen zich in een nachtparkeerhaven bevinden als bedoeld in artikel 14.11, 1., van het Politiereglement voor de Rijnvaart;

b) indien de bevoegde autoriteit een afwijking heeft toegekend voor de watervlakken die door infrastructuur van de vaargeul zijn gescheiden;

c) voor politievaartuigen, indien de overdracht van AIS-gegevens de uitvoering van politietaken in het gedrang kan brengen;

3° de vaartuigen die met Inland-AIS-apparatuur uitgerust moeten zijn, met uitzondering van veerboten, worden bovendien uitgerust met Inland-ECDIS-apparatuur in informatiemodus of vergelijkbare apparatuur voor kaartweergave, die moet worden verbonden met de Inland-AIS-apparatuur en ze gebruiken die in combinatie met een up-to-date elektronische navigatiekaart voor de binnenvaart. De ECDIS-apparatuur in informatiemodus, de vergelijkbare kaartweergaveapparatuur en de elektronische binnenvaartkaart voldoen aan de minimeisen voor ECDIS-apparatuur in informatiemodus en vergelijkbare kaartweergaveapparatuur voor het gebruik van Inland-AIS-gegevens aan boord van vaartuigen (Resolutie 2014-I-12 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart);

4° ten minste de volgende gegevens worden doorgestuurd overeenkomstig hoofdstuk 2 tracking en tracing van vaartuigen in de binnenvaart :

a) gebruikersidentificatie (Maritime Mobile Service Identity, MMSI);

b) naam van het vaartuig;

c) het type vaartuig of konvooi overeenkomstig de Standaard voor tracking en tracing van vaartuigen in de binnenvaart;

d) het uniek Europees scheepsidentificatienummer (ENI) of, voor zeeschepen waaraan geen ENI is toegekend, het IMO-nummer;

e) de lengte over alles van het vaartuig of het konvooi met een nauwkeurigheid van 0,1 m;

f) de breedte over alles van het vaartuig of het konvooi met een nauwkeurigheid van 0,1 m;

g) de positie (WGS 84);

h) de snelheid op de vaarweg;

i) de vaarweg;

j) de tijd van het elektronisch traceerapparaat;

k) de navigatiestatus overeenkomstig bijlage 11 van het Politiereglement voor de Rijnvaart;

l) het punt waarop de gegevens over de positie aan boord van het vaartuig met een nauwkeurigheid van 1 m worden ingewonnen, overeenkomstig bijlage 11 van het Politiereglement voor de Rijnvaart;

n) het oproepteken;

5° de bestuurder werkt de volgende gegevens onmiddellijk na elke wijziging bij :

- a) de lengte over alles met een nauwkeurigheid van 0,1 m, overeenkomstig bijlage 11 van het Politiereglement voor de Rijnvaart;
- b) de breedte over alles met een nauwkeurigheid van 0,1 m, overeenkomstig bijlage 11 van het Politiereglement voor de Rijnvaart;
- c) het type vaartuig of konvooi overeenkomstig de Standaard voor tracking en tracing van vaartuigen in de binnenvaart;
- d) de navigatiestatus overeenkomstig bijlage 11 van het Politiereglement voor de Rijnvaart;
- e) het punt waarop de gegevens over de positie aan boord van het vaartuig met een nauwkeurigheid van 1 m worden ingewonnen, overeenkomstig bijlage 11 van het Politiereglement voor de Rijnvaart;

6° de kleine vaartuigen die gebruik maken van AIS mogen uitsluitend gebruik maken van een Inland-AIS-apparaat in overeenstemming met artikel 7.06, 3., van ES-TRIN, een klasse A-AIS-apparaat met typegoedkeuring overeenkomstig de IMO-voorschriften, of van een klasse B-AIS-apparaat. De AIS-apparatuur van klasse B voldoet aan de relevante vereisten van Aanbeveling ITU-R.M 1371, Richtlijn 2014/53/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen van de lidstaten inzake het op de markt aanbieden van radioapparatuur en tot intrekking van Richtlijn 1999/5/EG, en de internationale norm IEC 62287-1 of 2 (met inbegrip van DSC-kanaalbeheer). De AIS-apparatuur is in goede staat en de in de AIS-apparatuur ingevoerde gegevens stemmen voortdurend overeen met de werkelijke gegevens van het vaartuig of konvooi.

7° de kleine vaartuigen waaraan geen uniek Europees scheepsidentificatienummer (ENI) is toegekend, hoeven de in 4°, d) bedoelde gegevens niet door te geven.

8° de kleine vaartuigen die AIS gebruiken, beschikken ook over een operationeel radiotelefoonsysteem dat op het schip-schip-netwerk is aangesloten. ».

**Art. 2.** De Minister van Mobiliteit en Infrastructuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 mei 2022.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/21041]

**30 JUNI 2022.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot verlenging met drie maanden van de toepassing van de in de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur ingevoerde afwijkende overgangsregeling De Brusselse Hoofdstedelijke Regering

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 6, § 1, X, 8°, en 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, zoals gewijzigd door ordonnantie van 10 december 2021 tot invoering van een afwijkende overgangsregeling in de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur;

Overwegende dat bij ordonnantie van 10 december 2021 in de ordonnantie van 27 april 1995 een artikel 34ter werd ingevoegd, waarin bepaald is dat de ingevoerde afwijkende overgangsregeling na 22 juli 2022 zou ophouden van toepassing te zijn, tenzij de regering zou beslissen om de toepasselijkheid ervan met hoogstens drie maanden te verlengen;

Overwegende dat de ordonnantie van 27 april 1995 zal worden vervangen door de ordonnantie van 9 juni 2022 betreffende de taxidiensten, wanneer die laatste in werking treedt;

Overwegende dat met het oog op die inwerkingtreding de uitvoeringsmaatregelen voor de nieuwe ordonnantie door de regering moeten zijn aangenomen;

Dat dit werk, dat zich momenteel in de voltooiingsfase bevindt, evenwel niet tegen 22 juli 2022 kan worden afgerond, meer bepaald omwille van de adviezen die over die uitvoeringsmaatregelen verplicht moeten worden ingewonnen en wegens de naderende zomervakantieperiode;

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/21041]

**30 JUIN 2022.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prolongeant de trois mois l'application du régime dérogatoire transitoire inséré dans l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment ses articles 6, § 1<sup>er</sup>, X, 8°, et 20 ;

Vu la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises du 12 janvier 1989, notamment son article 8 ;

Vu l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, telle que modifiée par l'ordonnance du 10 décembre 2021 insérant un régime dérogatoire transitoire dans l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur ;

Considérant que l'ordonnance du 10 décembre 2021 a prévu – à l'article 34ter qu'elle a inséré dans l'ordonnance du 27 avril 1995 – que le régime dérogatoire transitoire qu'elle instaure cessera d'être applicable après le 22 juillet 2022, sauf décision du Gouvernement de prolonger cette applicabilité de maximum trois mois ;

Considérant que l'ordonnance du 27 avril 1995 est appelée à être remplacée par l'ordonnance du 9 juin 2022 relative aux services de taxis lorsque cette dernière entrera en vigueur ;

Considérant que cette entrée en vigueur nécessite que les mesures d'exécution de la nouvelle ordonnance aient été adoptées par le Gouvernement ;

Que ce travail, qui est en voie d'achèvement, ne pourra toutefois pas être terminé pour le 22 juillet 2022, notamment en raison des avis qui doivent obligatoirement être recueillis sur ces mesures d'exécution et de l'imminence de la période de vacances estivales ;